

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités municipales, cantonales, fédérales et universitaires,

Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique et consulaire,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe,

Mesdames, Messieurs,

Je saisis cette première occasion de m'adresser à vous pour remercier avec une grande émotion la Fondation pour la confiance qu'elle me témoigne, à laquelle je tâcherai de répondre par un engagement sans réserve.

Je remercie aussi le Directeur de la Fondation, M. Patrick Piffaretti, de son accueil chaleureux, dont la présentation très amicale offre un nouvel exemple.

Et j'estime indispensable d'exprimer toute l'admiration que je porte à mes prédécesseurs dans cette fonction. Henri Rieben, Européen engagé, ami et collaborateur de Jean Monnet, qui a mis en lui toute sa confiance pour créer puis pour affermir l'œuvre de la Fondation. Sans la clairvoyance de Jean Monnet et la décision exceptionnelle du Président Valéry Giscard d'Estaing de laisser sortir de France les archives du grand homme, sans l'accueil généreux du Canton de Vaud et de la Ville de Lausanne, puis également de la Confédération suisse, nous ne serions pas ici aujourd'hui ; mais sans l'intelligence, l'engagement et la ténacité du Professeur Rieben cette œuvre n'aurait pas atteint l'ampleur et la portée qu'elle a aujourd'hui.

Et Bronisław Geremek, Européen forgé dans la souffrance et l'amour de la liberté, enthousiasmé par cette même œuvre à laquelle il s'est attelé corps et âme, dans une présidence, hélas prématurément et brutalement interrompue. Ayant eu l'occasion de le rencontrer plusieurs fois au cours de cette étape, je suis témoin de cet engagement et de cet enthousiasme.

C'est un lourd héritage qui m'incombe. Encore une fois, seul un engagement sans réserve me permettra de relever ce défi.

Mesdames, Messieurs,

Je prends la parole dans un moment de grande incertitude, où la réalité se teinte de couleurs sombres et où les experts eux-mêmes sont décontenancés. Il serait sans doute exagéré d'évoquer l'Europe en ruines que j'ai connue à la fin des années quarante, et qui, jeune homme vivant au Portugal, m'a frappé douloureusement. Seule la Suisse connaissait alors une prospérité qui ailleurs semblait définitivement perdue.

Jeune homme impressionnable, je me suis alors promis à moi-même d'employer ma vie à combattre les frontières et à faire de l'Europe une grande Suisse.

Il est bon de rappeler qu'une génération d'hommes d'Etat européens, Monnet en tête, a réussi à tirer cette Europe du marasme, en l'engageant dans la voie de la paix et de la prospérité. Avec, ne l'oublions pas, le coup de pouce décisif des États-Unis d'Amérique, une aide que nous ne pouvons pas méconnaître et qui force la reconnaissance. Car l'Amérique, n'en doutons pas, aura désormais besoin de l'Europe et ce sera à nous de l'aider.

Mais revenons à nos moutons. Comment ce redressement – qui même aujourd'hui semble miraculeux – s'est-il produit ?

Monnet nous en livre le secret dans ses *Mémoires*. Je cite, d'abord, la phrase de la déclaration du 9 mai, devenue célèbre :

*« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ».*

Et Monnet ajoute :

*« C'était le choix fondamental d'une méthode à intégrer sans fin les choses et les esprits. Cette méthode paraît lente et peu spectaculaire. Pourtant elle fonctionne continûment depuis vingt-cinq ans et personne n'en a proposé d'autre pour faire progresser la Communauté ».*

Nous pourrions d'ailleurs parier que personne ne pourrait en proposer d'autre pour tirer aujourd'hui l'Union européenne de son embarras.

**Solidarité** : voilà le mot clé permettant d'intégrer sans cesse les choses et les personnes. Et c'est sans cesse qu'il faut le rappeler aux personnes qui ne le croient pas, comme M. le Président Klaus. Car c'est sans cesse que les collectivités humaines se font et se défont.

SOLIDARITÉ. Un beau mot et un grand principe, me direz-vous, mais comment la construit-on ?

Citons encore Jean Monnet. Dans son intervention liminaire à la conférence du 9 mai 1950, il écrit :

*« Nous sommes là pour accomplir une œuvre commune, non pour négocier des avantages, mais pour rechercher notre avantage dans l'avantage commun ».*

**Rechercher notre avantage dans l'avantage commun** : voilà une définition éclatante de la meilleure façon de construire la solidarité et du fil

conducteur de toute négociation européenne réussie. Saisissons ce fil conducteur ; appliquons la méthode Monnet – qui n’est pas celle des petits pas mais celle des pas possibles et progressifs – pour résoudre les grands défis auxquels l’Europe nous a confrontés.

Quels sont ces grands défis ?

On pourrait les énoncer en quelques phrases ; j’en ai choisi quatre :

- Surmonter la crise
- Garantir la liberté et la sécurité
- Digérer l’élargissement
- Faire une Union plus transparente, efficace et démocratique.

\*\*\*\*\*

**Surmonter la crise** : voilà, peut-être, le plus pressant et sans doute ce qui hante le plus aujourd’hui les dirigeants et les citoyens, et pour cause : nous étions sortis de la misère, nous ne voulons pas y revenir.

Alors que faire ? Il n’y a pas de solutions toutes faites. Des voies ont été trouvées pour empêcher jusqu’ici - et espérons qu’on va continuer à l’empêcher - un crash économique ; il faudra creuser encore dans cette direction pour écarter définitivement cette menace et relancer l’économie. L’Europe est sortie de bien des crises ; elle sortira aussi de celle-ci à condition de ne pas renier ses principes, de ne pas laisser tomber les quatre libertés ni de mettre en question ce qui a été construit au long d’un demi-siècle particulièrement inventif.

L’euro est un bon exemple. On vient de fêter ses dix ans.

Dix ans déjà, et il semble que c’était hier ! Mais la peseta a été oubliée. Mes petits-enfants ne la connaissent même pas. Dans ma génération, on compte

encore en francs ou en Deutsch Mark quand on doit calculer le prix d'une maison ou le prix d'une voiture. Mais les enfants de 10, 12 ou 14 ans savent seulement que leurs parents leur donnent des euros ; ils ne leur ont jamais donné ni pesetas, ni francs, ni Deutsch Mark. Pour eux, la monnaie c'est tout simplement l'euro, c'est tout simplement la monnaie européenne. En 10 ans, ce qui en termes historiques est un éclair, on a créé une réussite tout à fait remarquable.

L'Euro a eu d'ailleurs un bilan excellent. De 1999 à 2008, on a eu

- une croissance moyenne annuelle de 2,1 %
- un ratio d'investissement de 2,2 %
- 16 millions de nouveaux emplois
- un commerce extérieur qui est passé de 1/4 à 1/3 du PIB
- des investissements qui sont passés de 1/5 à 1/3 du PIB.

Une réussite remarquable, et pas seulement une réussite et un instrument économiques. L'euro est surtout une réalisation politique : un pas en avant essentiel dans la voie de l'intégration.

Il faut avoir maintenant, parce que la crise l'exige, un régulateur bancaire européen. La Banque centrale européenne, comme le préconise entre autres le Président Valéry Giscard d'Estaing, sera-t-elle un régulateur ad hoc ? Je ne le sais pas. Mais je pense qu'il est nécessaire, et une réalisation entraînant les autres, le besoin d'une meilleure régulation économique s'impose pour trouver la solution nécessaire. La voie de l'Europe a toujours été celle-là. C'est la nécessité qui nous pousse à faire de nouveaux pas en avant. C'est ce que Monnet avait prévu. Il faut bien sûr aussi compléter l'union économique et monétaire en renforçant son pilier économique. Il s'agit de passer de la coopération à la concertation (pour utiliser le mot-clé d'aujourd'hui), pour parvenir ensuite à un gouvernement économique. Pour faire peut-être un jour, si on y arrive, comme dans le Parlement, où on est

passé de la procédure de consultation à la procédure de coopération puis à celle de la codécision. Il s'agit encore une fois de trouver la solution qui réponde à la nécessité et qui soit acceptable pour tous les Européens.

Mais ce qui est absolument sûr, c'est que ce ne sera pas en cédant aux démons du protectionnisme, toujours à l'affût, ni en se laissant emporter par des formules simplistes comme « achetez espagnol », « finançons français » ou « le travail en Angleterre pour les travailleurs anglais », qu'on ira de l'avant, mais bien au contraire en rendant la circulation des travailleurs, des biens, des capitaux et des services toujours plus fluide, en profitant d'une monnaie solide, l'euro, et en revenant le plus tôt possible au pacte de stabilité.

Ce sera peut-être en 2012, peut-être en 2013, ou si possible encore en 2011. Ce que l'on ne doit pas oublier, c'est que c'est l'Europe qui nous a amené la paix et la prospérité ; c'est l'Europe qui a su combattre efficacement l'inflation, qui a su se baser sur une monnaie solide et sur une politique économique prudente et contrôlée.

Alors nous, les Européens, serions-nous mieux dans nos petits pays étriqués ? Et mieux pour qui ? Pour les spéculateurs peut-être, qui joueraient avec nos monnaies si on revenait aux monnaies nationales?

A qui pourrait-on vendre des voitures qui seraient financées exclusivement au niveau national ?

Chez qui pourrait-on placer de l'électricité produite uniquement par les travailleurs d'un seul pays ?

De même pour le tourisme qui serait assuré par les travailleurs d'un seul pays ?

Ce n'est pas par cette voie qu'on se sortira d'affaire et je félicite la Suisse pour le référendum du 8 février, car je crois que c'est la bonne voie de ne pas se laisser emporter par la panique. La voie de la plus grande ouverture

et du meilleur accueil des autres, mais aussi du meilleur accueil pour son propre travail.

D'autre part, il est important de profiter aussi de cette crise pour renforcer la représentation internationale de l'Union économique et monétaire.

Une union économique et monétaire qui est, Jacques Delors l'avait dit déjà, plutôt boiteuse, et qui malgré tout a réussi tant bien que mal à agir de concert face à la crise. Peut-être serait-il plus exact de dire « de semi concert », puisqu'un rôle international éparpillé entre les institutions, avec une présidence du Conseil tournante et une Commission qui cache derrière la recherche du consensus une absence de leadership, ne sont pas manifestement les meilleurs instruments pour réussir l'action qui s'impose.

La crise, dont on ne peut prévoir la longueur et la profondeur nous montre que les atouts ne sont pas suffisants. Elle nous rappelle

- que l'économie sociale de marché n'est pas l'économie du marché sauvage : des règles s'imposent pour un marché sain et efficient.
- que la production de l'argent pour l'argent et seulement pour obtenir plus d'argent ne peut pas être le but dominant de la vie économique ; la personne a besoin de beaucoup d'autres biens matériels et immatériels que l'économie et la vie sociale doivent lui fournir.
- que l'effort, la responsabilité, la ténacité et, si besoin, le sacrifice sont les conditions du succès qui nous ont amenés jusqu'ici.

Mais ne perdons pas le cap. C'est seulement ensemble et seulement les uns avec les autres que nous pourrons réaliser cette profonde transformation qui frappe à notre porte.

\*\*\*\*\*

Les Européens demandent de plus en plus à l'Union **de garantir la liberté et la sécurité**. Pour y parvenir l'Europe doit devenir le garant de sa propre indépendance, tant dans le domaine militaire que dans les domaines énergétique et alimentaire. « Pour que la paix puisse vraiment courir sa chance – disait Monnet – il faut d'abord qu'il y ait une Europe ». Soixante ans après, c'est toujours vrai : nous avons réussi à avoir la paix entre nos pays, c'est désormais heureusement irréversible. Mais la paix globale, au niveau mondial, la paix de tous, nous ne pourrons pas l'obtenir en restant un protectorat diplomatique des États-Unis. L'échec de la Communauté européenne de défense au début des années 50, nous l'avons payé et le payons encore lourdement, très lourdement. Nous sommes trop grands, trop convoités pour être neutres. Il est grand temps de prendre notre destinée en mains ; c'est la condition indispensable pour arriver à un partenariat solide et stable avec la Russie et un impératif primordial. Déjà à l'époque de mon voyage en Russie en 1997, j'appelais ce partenariat de tous mes vœux, conscient du fait que la Russie est un partenaire incontournable, qui se tourne de temps à autre vers l'Europe, dès qu'elle se sent capable de résoudre ses propres problèmes et de jouer à nouveau son rôle de grande puissance mondiale. Ce partenariat est également incontournable pour œuvrer efficacement pour la paix, dans un monde de grandes puissances émergentes, un monde où les États-Unis conserveront un rôle décisif mais où la « diffusion of power », la diffusion du pouvoir, sera la dominante des prochaines décennies.

La Chine est déjà une grande puissance, même si elle traverse et traversera encore de grandes difficultés. Les relations balancent et balanceront entre un partenariat commercial séduisant et le rappel du respect des droits de l'Homme que l'Europe ne peut pas ignorer.

L'Inde est aussi en train de devenir une puissance mondiale, comme le Brésil, ce qui rend parfois très difficiles les accords de l'OMC, mais

représente aussi une évolution très favorable du panorama global et un atout pour l'Europe dans sa volonté de faire la paix dans le monde.

Je ne peux pas me référer à l'Afrique. Ce serait trop long, trop triste et trop dur en ce moment ; mais au moment le plus difficile, on ne peut pas abandonner la partie du monde qui a le plus besoin de nous et que, depuis sa fondation, l'Europe n'a jamais délaissée.

Le traité de Lisbonne, en communautarisant enfin les questions de justice et affaires intérieures, fait un grand pas en avant ; une avancée qui, à elle seule, le justifierait. La solution Maastricht (le III<sup>e</sup> pilier intergouvernemental) a permis des réalisations remarquables, comme Schengen, grâce auxquelles les voyages en Europe se sont simplifiés.

J'ai même fait une fois l'expérience, tout à fait intéressante, de voyager de Madrid à Bruxelles sans passeport ni portefeuille. L'arrivée du terrorisme nous a malheureusement empêchés de réaliser cela. Mais étant distrait, j'avais passé la douane sans qu'on me demande rien et dans l'avion, je m'étais rendu compte que j'avais heureusement mon billet dans ma poche parce que je n'avais pas de portefeuille. J'étais à l'époque parlementaire et je pouvais donc avoir de l'argent à Bruxelles. Mais c'est la vérité, j'ai voyagé entre deux capitales européennes comme j'aurais voyagé entre deux capitales de mon propre pays. C'était Schengen dans son étape la plus éclatante, la circulation à l'intérieur de l'Europe avec la même sûreté qu'à l'intérieur de son propre pays.

Mais l'efficacité du système est limitée. J'en donnerai un seul exemple : il a fallu un an pour arriver à l'unanimité à la désignation du directeur d'Europol, ce qui est au-dessous de l'efficacité requise dans un espace commun où criminels et terroristes ne s'embarrassent pas de frontières. Il a

même fallu les retombées du 11 septembre à New York, du 11 mars à Madrid et du 7 juillet à Londres pour obtenir certaines décisions.

Un diplomate me racontait qu'il essayait d'obtenir de ses collègues à la représentation permanente la possibilité de renvoi d'une juridiction à l'autre de criminels. Les objections procédurales et des droits de l'homme étaient interminables, jusqu'au 11 septembre. Le lendemain, cet instrument de lutte contre le terrorisme est passé immédiatement, comme une lettre à la poste. Mais il est vraiment triste qu'un attentat d'une telle ampleur soit nécessaire pour pouvoir avancer. Heureusement le traité de Lisbonne a communautarisé ces procédures et il sera possible maintenant de progresser.

Malheureusement, on n'a pas osé franchir ce pas de la communautarisation dans les domaines de la politique étrangère, de sécurité et de défense. Il y a certes un progrès : une meilleure coordination entre Conseil et Commission, sur le dos de ce Monsieur qui a changé deux fois de nom et a même reçu un ministère qui a la fin n'existe plus, mais qui sera à la fois vice-président de la Commission et président d'une commission du Conseil. Vous avez immédiatement compris qu'il s'agit du haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui est en réalité la clé de la coordination entre président du Conseil européen et président de la Commission. Un visage pour l'Europe : pourquoi les Américains ont-ils cet immense intérêt à avoir un visage pour l'Europe, quand on voit que Monsieur Obama a désigné au moins une douzaine de visages pour chacun des volets de son action ? On pourrait leur demander d'avoir un programme informatique pour savoir à qui nous devons nous adresser, nous les Européens, quand nous voudrions avoir des relations avec les Etats-Unis. Je ferme la parenthèse.

On aura maintenant la possibilité de coopération renforcée dans la défense, une meilleure coordination de l'armement, la définition de ce qu'est le soft

power, qui est passé aujourd'hui d'une constitution à un traité. Mais cette progression, à mon avis, est encore insuffisante.

Bien sûr nous connaissons tous les raisons de ce piétinement : il y a l'engouement des peuples pour une souveraineté qui maintenant est largement de façade, l'accumulation de méfiances historiques, la disparité des sensibilités des uns et des autres. Je dis normalement que nous, les Européens, aurons une politique commune de défense quand on demandera à un Lithuanien qui est l'ennemi possible et qu'il mentionnera le Maroc, et qu'un Espagnol à qui on posera la même question mentionnera la Russie. Pour le moment c'est exactement le contraire, et il est plutôt difficile d'avoir une politique étrangère commune. Il y a enfin la nécessité de s'engager à de très grosses dépenses, etc., etc.

*« Tout est plus long qu'on ne le pense – disait aussi Monnet –, et c'est pourquoi il ne faut pas s'assigner de limites de temps pour réussir. Sans doute on m'a souvent entendu parler d'échéances et j'ai établi plus d'un calendrier d'action, parce que la convergence des efforts et le respect des priorités exigent que chacun connaisse son objectif et que chacun ait son rythme. Mais aussi combien de fois ai-je rajusté les plans pour tenir compte des conditions changeantes. Il faut distinguer ce qui dépend de la volonté – l'objectif, la méthode et les étapes successives – et ce qui est lié aux circonstances – le choix du moment et les délais pour conclure ».*

C'est notamment vrai pour la politique étrangère, de sécurité et de défense.

Engrangeons donc les timides avancées du traité de Lisbonne dans ce domaine, peut-être même pas si timides d'ailleurs, car on peut avancer même en se traînant, comme c'est le cas dans la guerre, si l'on en croit les films. L'histoire de l'Union nous apporte la meilleure preuve d'un fait

surprenant qu'elle nous enseigne: l'intergouvernemental peut devenir la voie incontournable pour arriver à communautariser. Rappelez-vous le Conseil européen qui est passé du stade d'institution non existante à celui d'institution et qui est devenu aujourd'hui une institution communautaire, une institution de l'Union européenne avec une présidence qui n'est plus la présidence d'un pays membre mais une présidence communautaire. Voilà un exemple vraiment frappant de la manière dont on peut utiliser le détour de la politique intergouvernementale pour arriver à la communautarisation. Car on apprend à travailler ensemble en coopérant, avant de faire un bond en avant et de mettre les pouvoirs en commun. Mais gardons toujours en tête l'objectif pour pouvoir faire un grand pas le moment venu, et n'attendons pas un hiver sans gaz pour mettre en œuvre tous les moyens du nouveau traité en matière d'énergie, même s'ils sont limités.

\*\*\*\*\*

Mesdames, Messieurs,

Vous serez peut-être surpris de m'entendre dire que digérer l'élargissement est encore l'un des grands buts de l'Europe. Sa réunification est pratiquement achevée, même si les pays des Balkans occidentaux, la Suisse, l'Islande et la Norvège n'en font pas encore partie. Les premiers ont encore des obstacles à surmonter, les autres viendront quand ils le jugeront bon. L'Europe est une Union volontaire, mais pas une Union à la carte. Il faut accepter les principes communs et les règles de fonctionnement, quitte à les modifier ensuite de l'intérieur.

Mais l'essentiel de l'élargissement est fait, et les adhésions de la Turquie, de l'Ukraine et des républiques du Caucase, si elles ont jamais lieu – ce dont je doute pour des raisons diverses et que je ne vais pas énumérer – prendront encore bien des années.

Or l'adhésion ne finit pas avec l'unification, ni même avec la ratification des traités et la disparition des frontières. Il faut chercher ce que Monnet appelait la « fusion des intérêts des peuples européens ». Soyons sincères : cette fusion n'est pas encore faite, ni du côté des anciens États membres, ni du côté des nouveaux ; elle exigera du temps et des efforts de part et d'autre même si elle va bon train.

L'élargissement a été un succès économique, malgré un contexte qui n'était pas spécialement favorable lorsqu'il a été réalisé.

- le revenu des 12 nouveaux États de l'Union est passé de 40 % de la moyenne communautaire à 52 %
- 3 millions d'emplois supplémentaires ont été créés en Europe de l'Est malgré l'émigration vers l'Europe de l'Ouest
- 2 % du budget ont été affectés aux transferts au titre de la politique de cohésion.

Voilà des chiffres qui illustrent bien à quel point la réunification a profité aux pays de l'Est. Elle a d'ailleurs profité tout autant aux pays de l'Ouest. Et rappelez-vous toutes les terreurs dont on nous a abusés pendant longtemps sur la migration et ses effets néfastes, et ce qu'a été la réalité. Nous, les Espagnols, le savons bien ; nous avons une émigration vers l'Europe, Suisse comprise, avant d'entrer dans l'Union européenne. Une fois l'Espagne au sein de l'Union, nos concitoyens sont revenus dans de bien meilleures conditions et maintenant nous sommes un pays qui reçoit des migrants et en grand nombre.

Qu'il soit clair que j'ai été totalement favorable à la réunification de l'Europe au moment historique où elle a été faite. C'était historiquement le moment où elle était possible. On ne le dit pas normalement, mais imaginez qu'on ait dû la réaliser au moment de la Russie de Poutine. On aurait connu des difficultés innombrables, de fortes tensions et des problèmes pour mener à bien cet élargissement européen.

Et maintenant il faut le digérer. Et quand je dis qu'il faut le digérer, qu'est-ce que cela signifie ? Je veux dire en premier lieu qu'il faut donner à l'Union le combustible nécessaire pour la faire fonctionner. Vous devinez bien sûr que je parle d'un budget, un vrai budget et non un mini-budget qui se rétrécit au lieu de grandir quand les besoins augmentent. Je ne sais pas s'il existe beaucoup de pays en Europe, ou même s'il en existe un seul dont le budget se rétrécit comme le budget communautaire. Nous sommes plutôt habitués à ce que les budgets augmentent toujours. Le budget a toujours tendance à augmenter, dans les bonnes périodes comme dans les mauvaises. Eh bien dans l'Union européenne, le budget se restreint pour passer de 1.11% du PIB à 0.98% du PIB en quelques années. En termes plus concrets, un de mes collègues avait dit lorsqu'on était à 1.11%, que le budget de la Communauté coûtait à chaque Européen l'équivalent d'une tasse et demie de café par jour. Nous avons réussi à le réduire à une tasse de café par jour, ce qui est vraiment un tour de force. Je sais que parler argent est impopulaire et dans certains pays d'Europe on dirait même que c'est mal élevé. Mais je le répète sans cesse depuis le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Luxembourg : on ne peut pas faire plus d'Europe avec moins d'argent. Vous chargez l'âne toujours plus et vous lésinez sur la nourriture. Cela me rappelle la vieille histoire du philosophe qui voulait apprendre à son âne à ne pas manger, et quand il avait presque réussi, le pauvre âne était mort. Il pourrait arriver que l'Union européenne répète l'expérience de cette pauvre bête si on continue à restreindre davantage le budget et à lui confier toujours plus de tâches. Ce discours est impopulaire. Au sommet de Luxembourg, je me suis attiré les foudres de M. Kohl appuyé par M. Chirac. M. Kohl avait été frappé par ma phrase qu'on ne peut pas déshabiller Pierre pour habiller Paul. Il soupçonnait que j'essayais de déshabiller Kohl et ce qui primait à ce moment-là, c'était la nécessité de l'unité allemande. Curieusement, ce sont les petits pays qui ont applaudi avec le plus de force à ce moment-là, parce que très souvent et même

presque toujours en Europe ce sont eux qui ont la plus grande conscience communautaire.

Je l'ai répété dans d'autres sommets. Je pense qu'un budget européen n'a pas besoin d'être très élevé. Allons vers deux tasses de café par jour, ce qui n'est pas vraiment terrible.

Je me contenterai longtemps de 1.27% du PIB, et je n'invente rien, puisque ce 1.27% avait été fixé au sommet d'Edimbourg en 1992. Mais j'ajoute une condition que Monnet avait d'ailleurs voulue et sur laquelle il avait insisté fortement, c'est d'avoir des recettes stables et indépendantes en Europe. Sans ces recettes indépendantes règnera toujours l'absurdité de cet exercice qui consiste à se demander chaque année s'il y a un retour budgétaire ou pas.

Essayez d'imaginer une Confédération helvétique dans laquelle les chefs de gouvernement des 26 cantons et demi-cantons se réuniraient chaque année pour discuter de la part qu'ils vont obtenir de la Confédération en retour de ce qu'ils apportent et pour fixer le budget de l'année suivante. Vous pouvez bien penser que cette confédération n'existerait probablement plus aujourd'hui. Le risque que court l'Europe, c'est que, faute de budget, elle se grippe. La première chose que nous devons donc revendiquer, même en ce moment de difficultés économiques, c'est d'aller vers un budget raisonnable.

Bien sûr, la crise n'est pas le meilleur moment pour revenir sur ce défi. Mais nous en sortirons dans deux ans, peut-être trois. J'espère pas plus. Je suis toujours optimiste : il nous restera alors encore deux ou trois ans pour arriver à l'échéance de la remise à plat du budget et des perspectives financières, et on ne pourra plus se voiler la face, car ce serait encourir le risque de voir l'Union se gripper.

\*\*\*\*\*

Mesdames, Messieurs,

**Faire une Europe plus démocratique, plus transparente et plus efficace**

est un défi permanent pour notre Union et qui ne finira jamais, parce que toujours il faudra faire une Europe plus démocratique, plus efficace et plus transparente comme il faut faire une Espagne plus démocratique, plus transparente et plus efficace et une Suisse plus démocratique, plus efficace et plus transparente. Toutes les collectivités humaines ont besoin de cet exercice. Relever ce défi, c'est, aujourd'hui, achever sans délai la ratification du traité de Lisbonne sans se laisser pousser à de nouveaux élargissements avant son entrée en vigueur. C'est pourquoi je suis tout à fait d'accord avec le président Sarkozy quand il dit : pas d'élargissement sans approfondissement, pas d'élargissement sans traité de Lisbonne. L'Union ne peut plus se payer le luxe de s'élargir tandis que piétinent ou sont bloquées les réformes institutionnelles indispensables à son bon fonctionnement, qui auraient dû être faites avec le traité de Nice et qui traînent encore depuis ce moment-là.

Qui plus est, la nomination du nouveau président de la Commission devrait se faire selon l'esprit du traité, c'est-à-dire selon le résultat des élections européennes. Une des mauvaises conséquences du vote irlandais a été qu'au lieu d'avoir une campagne européenne axée sur la question du futur président de la Commission, on va avoir une campagne européenne axée comme toujours sur des problèmes qui ne sont pas forcément des problèmes européens. Mais quand les chefs d'Etat et de gouvernement devront choisir le nouveau président de la Commission et que le Parlement devra l'élire, il faudra avoir en tête cet esprit du traité de Lisbonne et le rendre explicite. Et dans la désignation des commissaires, qu'allons-nous faire ? On se trouve devant un paradoxe. Les Irlandais ont rejeté, dit-on, le traité de Lisbonne

parce qu'il faisait courir un risque à la nomination du commissaire irlandais. Or le traité de Nice prévoit une réduction du nombre des commissaires. On se trouve donc maintenant dans un cercle vicieux. Si le traité de Lisbonne n'est pas ratifié par l'Irlande, la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de nommer 27 commissaires pour que les Irlandais soient tranquilles ne pourra pas être menée à bien. Théoriquement ces commissaires devraient être nommés au mois de juillet alors qu'on prévoit que les Irlandais voteront au mois de septembre. Il n'y a que deux voies pour s'en sortir. La première, la plus belle, serait de voter au printemps en Irlande et d'avoir la ratification le plus tôt possible. L'autre serait de faire patienter la nomination des commissaires jusqu'après le vote irlandais. Mais d'une façon ou d'une autre, si nous ne voulons pas une fois encore nous engouffrer dans une impasse, il faudra résoudre ce problème.

Il n'y a pas d'alternative à l'Europe que nous connaissons et je ne veux pas en envisager. On a longtemps parlé et on parle encore d'une Europe à noyau dur, sous-entendu un noyau des pays fondateurs qui seraient les Européens engagés. Mais qui a rejeté la Constitution européenne ? C'étaient deux pays fondateurs. Alors quel est ce noyau dur dont deux pays ne feraient pas partie ? Il est évident que ce n'est pas sur ce noyau dur que nous pouvons compter. On entend de plus en plus parler d'une Europe des nations libérées de « l'oppression de Bruxelles » qui se mêle de tout. On l'a même entendu au Parlement européen. Cette Bruxelles avec ses 20'000 fonctionnaires. Je ne sais pas combien de fonctionnaires ont la ville de Lausanne ou la ville de Genève, mais 20'000 fonctionnaires, c'est vraiment une réussite pour s'occuper de tout et se mêler de toutes les questions. C'est vraiment là encore un tour de force de l'Europe, qui se mêle en fait de ce dont les Européens veulent bien qu'elle se mêle. C'est vraiment curieux d'entendre au Parlement européen les Britanniques, les plus férus de subsidiarité, demander que l'Europe s'occupe de la longueur du trajet des vaches qui sont emmenées à l'abattoir en France, parce que les pauvres

animaux se trouvent dans une situation extrêmement difficile. Dans ce cas-là, évidemment, la subsidiarité n'existe pas. On pourrait imaginer que les Anglais s'occupent de leurs vaches, mais ce n'est pas le cas. C'est l'Europe qui doit s'en occuper, et à plus forte raison dans le cas des vaches folles.

Soyons sérieux. L'alternative pour l'Europe n'est pas un noyau dur. Le noyau dur maintenant c'est la grande majorité des vingt-sept, la « périphérie molle » – si je peux me permettre l'expression – étant composée de pays dispersés qui, pour des raisons tout à fait respectables, préfèrent s'exclure temporairement de l'une ou l'autre solidarité ; et je souligne temporairement, parce qu'à la fin ils réalisent que cette exclusion n'est pas à leur avantage.

Prenons l'exemple de l'euro : le noyau dur atteint déjà maintenant presque deux tiers des Etats membres, et les pays sont tour à tour vertueux ou non vertueux comme nous l'avons vu et comme nous le verrons encore, à commencer par le mien. C'est un noyau plutôt élastique, avec une énorme force d'attraction et une périphérie où il fait très froid, et où on se trouve de plus en plus inconfortable.

Tout cela ne signifie pas méconnaître qu'il y a encore une minorité très nombreuse à l'intérieur de l'Europe qui continue à prêcher pour « une autre Europe ». C'est l'expression que nous entendons toujours. On n'a jamais pu m'expliquer ce que serait cette autre Europe. Souvent quand on entre dans les détails et les précisions, cette autre Europe s'avère être l'Association européenne de libre échange, qui a été un point de passage pour beaucoup de pays européens, tant pour arriver à la solution de l'adhésion à l'Union que pour arriver à des solutions bilatérales tout aussi respectables et efficaces dans de nombreux cas. Si cette minorité s'organise au niveau européen, si elle se présente aux élections, tant mieux ; j'ai toujours préféré les adversaires dévoilés aux ennemis embusqués. Et c'est bon que les

Européens puissent décider s'ils veulent cette Europe ou s'ils veulent l'autre Europe. Plus on aura ce débat, mieux ce sera pour les élections européennes et pour la participation, dont le vrai risque est d'arriver à des chiffres similaires à ceux des Etats-Unis, de 40% au lieu des chiffres auxquels nous sommes accoutumés dans nos pays.

Mesdames, Messieurs,

Encore une question toujours brûlante. L'Europe sera-elle toujours éloignée des citoyens ?

Je sais qu'en Suisse, c'est une des grandes préoccupations car les Suisses ont un profond sens de la citoyenneté, de la participation démocratique et de la démocratie directe.

Je répondrai à la question par oui et par non.

Oui, parce qu'on ne fait pas de Landsgemeinde dans le Canton de Vaud, ni de referendums à la dimension des Etats-Unis. Imaginez que la Constitution européenne soit entrée en vigueur en France parce que le nombre des Espagnols, des Français, des Luxembourgeois et des Néerlandais qui ont voté oui était supérieur à ceux qui ont voté non – ce qui est d'ailleurs le cas. Imaginez le tollé en France ou aux Pays-Bas. On aurait parlé d'une constitution imposée anti-démocratiquement, même si elle avait été voulue par la majorité des Européens. Mais il est possible qu'une telle chose se soit passée en Suisse vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ce qui vous semble maintenant absolument naturel et démocratique et qui est absolument naturel et démocratique, apparaît comme une solution inacceptable pour ceux qui viennent de s'unir très récemment, et dont certaines sensibilités n'ont pas encore disparu.

Voilà pourquoi je pense qu'on n'aura pas, à court terme, une démocratie directe sur ce point en Europe. Mais on aura une démocratie directe puisque

le droit d'initiative est déjà dans le traité de Lisbonne et qu'il entrera en vigueur lorsque le traité sera ratifié et que sera adoptée la loi d'application. Je ne vais pas entrer dans la discussion entre démocratie directe et démocratie indirecte. Le dernier colloque de la Fondation a connu un beau débat sur cette question. C'est bien sûr un débat heureusement interminable et je serais très content que les Européens le tiennent avec le même engagement que les Suisses. Malheureusement il n'y a pas le même degré de citoyenneté partout.

Mesdames, Messieurs,

Cette conférence arrive à sa fin, et c'est avec quatre affirmations de Jean Monnet que je veux la conclure, au moment du 30<sup>ème</sup> anniversaire de sa mort. Elles sont tirées du dernier chapitre de ses *Mémoires* :

- La première dit que « la construction de l'Europe est un changement formidable qui demandera beaucoup de temps ». Ne soyons pas impatients.
- La deuxième concerne les obstacles. Monnet estimait : « ils seront de plus en plus nombreux à mesure que l'on s'approchera du but ». Nous le voyons.
- La troisième parle des racines de la Communauté et Monnet exprimait un grand optimisme et un grand réalisme en disant : « Les racines de la Communauté sont fortes maintenant, et elles vont loin dans le sol de l'Europe. Elles ont survécu à de mauvaises saisons, elles peuvent en supporter d'autres ».
- La quatrième et dernière explique que « l'essentiel est de s'en tenir aux quelques points fixes sur lesquels nous nous sommes guidés depuis le premier jour : créer progressivement entre les hommes d'Europe [aujourd'hui il faudrait dire entre les hommes et les femmes d'Europe] le plus vaste intérêt commun géré par des

institutions communes démocratiques auxquelles est déléguée la souveraineté nécessaire ».

Notre Fondation a la tâche – oh combien exaltante – de préserver et de diffuser ces repères, cette clairvoyance et cette vision généreuse.

Les Allemands savent que l'Europe, c'est l'Allemagne libérée de ses démons.

En Espagne Ortega y Gasset, le grand philosophe, disait en 1930 :  
« L'Espagne c'est le problème, l'Europe la solution ».

Elle nous a aidés à faire la paix et à entamer le chemin de la prospérité. Elle le fera aussi avec le reste de ses membres.

Merci de votre attention, et je serai content des questions que vous voudrez bien me poser.